



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

EMBARGO

Le contenu de ce communiqué de presse et le rapport y afférent ne doivent pas être cités ou résumés dans les médias imprimés, audiovisuels, électroniques ou sociaux avant le

7 juillet 2026 à 8h30 GMT

(4h30 à New York, 10h30 à Genève)

UNCTAD/PRESS/PR/2026/006

Original : anglais

"Traduction non officielle. En cas de divergence, la version anglaise prévaut"

L'AFRIQUE ATTIRE DES INVESTISSEMENTS DANS LES INDUSTRIES STRATÉGIQUES. LE DÉFI EST DE LES TRANSFORMER EN UN DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL PLUS LARGE

Points essentiels :

- L'Afrique a attiré environ 70 milliards de dollars de flux d'investissement étranger direct (IED) en 2025, le troisième niveau le plus élevé depuis 1990.
- Malgré un recul par rapport au niveau exceptionnel atteint en 2024, les flux d'IED sont restés environ un tiers au-dessus de la moyenne à long terme du continent.
- Les valeurs des projets de création d'activités ont chuté de près d'un tiers, mais le nombre de projets annoncés a augmenté, ce qui témoigne d'un engagement plus large à travers de projets plus modestes.
- Les investisseurs du Golfe et d'autres économies asiatiques deviennent des sources importantes d'investissements de création d'activités, notamment dans les secteurs de l'énergie, de la logistique, de l'immobilier et des infrastructures.
- Les PMA africains ont reçu environ 33 milliards de dollars d'IED, avec des flux concentrés dans quelques économies liées aux ressources naturelles, à l'énergie, aux infrastructures et à certains projets manufacturiers.
- L'énergie, les infrastructures et les minéraux critiques attirent les investissements, mais les bénéfices restent concentrés dans un nombre limité de pays et de secteurs.

Genève, 7 juillet 2026 - L'Afrique a attiré moins d'investissements étrangers directs (IED) en 2025 que l'année précédente. Pourtant, la tendance de fond est que les investisseurs

Contacts :

Marcelo Risi, +41 76 691 18 74, marcelo.risi@unctad.org, ou unctadpress@unctad.org,
<https://unctad.org/media-centre>

Pour nous rejoindre, prière de vous enregistrer [ici](#)

continuent de se positionner dans des secteurs qui deviennent de plus en plus importants pour l'économie mondiale.

Selon le [Rapport sur l'investissement dans le monde 2026](#) du Commerce et du développement des Nations Unies (CNUCED), les flux d'IED en Afrique ont atteint environ 70 milliards de dollars en 2025. C'est en deçà des 94 milliards exceptionnels enregistrés en 2024, lorsqu'un petit nombre de grandes transactions avaient gonflé les totaux régionaux. Néanmoins, 2025 a constitué le troisième niveau le plus élevé depuis 1990 pour les investissements en Afrique et est resté environ un tiers au-dessus de la moyenne à long terme du continent.

L'Égypte est restée la première destination d'IED en Afrique, avec des flux d'environ 15 milliards de dollars, contribuant à maintenir l'Afrique du Nord au rang de première sous-région d'accueil du continent, malgré une forte baisse par rapport au niveau exceptionnel de 2024.

À une époque où la concurrence pour attirer les investissements se concentre de plus en plus sur l'énergie, les infrastructures, la technologie et les ressources critiques, l'Afrique continue d'attirer l'attention des investisseurs, y compris ceux du Golfe et d'autres économies asiatiques. La question est de savoir si cet intérêt peut se traduire par des gains économiques plus larges.

Les investisseurs regardent au-delà des chiffres globaux

Les flux totaux ne donnent qu'une image partielle.

Alors que les IED ont diminué par rapport au niveau exceptionnellement élevé enregistré en 2024, les valeurs des projets de création d'activités ont chuté de près d'un tiers. Cependant, le nombre de projets a augmenté, ce qui témoigne d'un engagement plus large à travers de plus petits projets. Cela suggère que les entreprises continuent d'engager des capitaux pour des projets futurs malgré les tensions géopolitiques, l'incertitude des politiques commerciales et un environnement d'investissement mondial plus sélectif.

Le contraste est important car les grandes transactions peuvent provoquer de fortes fluctuations dans les chiffres annuels des IED. Les projets de création d'activités offrent souvent une indication plus claire de là où les investisseurs voient des opportunités à long terme.

L'énergie, les minéraux et les infrastructures restent des atouts majeurs

Les pays les moins avancés (PMA) africains ont constitué une partie importante du paysage d'investissement du continent. Ils ont reçu environ 33 milliards de dollars d'IED, mais les flux sont restées concentrées dans un petit nombre d'économies liées aux ressources naturelles, à l'énergie, aux infrastructures et à certains projets manufacturiers.

Une grande partie de cet intérêt est focalisée sur des secteurs qui prennent de plus en plus d'importance dans l'économie mondiale.

Cela reflète trois facteurs qui se chevauchent : la demande d'infrastructures énergétiques, l'intérêt pour les minéraux critiques nécessaires aux batteries et à la fabrication avancée, et la recherche de nouveaux sites industriels et logistiques dans le cadre de la reconfiguration des chaînes d'approvisionnement.

Certaines parties de l'Afrique sont bien positionnées pour bénéficier de ces tendances. Le continent possède d'importantes réserves de minéraux essentiels aux technologies

d'énergie renouvelable, à la fabrication de batteries et à la production industrielle avancée. Le cuivre, le cobalt, le lithium, le manganèse, le graphite et les minéraux de terres rares deviennent de plus en plus importants pour les investisseurs mondiaux qui cherchent à sécuriser les chaînes d'approvisionnement futures.

Des pays comme l'Égypte, le Maroc et l'Afrique du Sud ont continué à attirer des investissements liés au développement industriel, à la production d'hydrogène, à la logistique et aux énergies renouvelables. La Namibie et d'autres économies riches en ressources attirent l'attention à mesure que la demande augmente pour les minéraux nécessaires aux batteries, aux systèmes d'énergie renouvelable et à la fabrication avancée.

Ces tendances positionnent certaines parties de l'Afrique parmi les segments de l'investissement mondial à la croissance la plus rapide.

Cependant, les bénéfices restent inégaux. Les investissements continuent d'être concentrés dans un nombre relativement restreint de pays et de secteurs, laissant de nombreuses économies avec une participation limitée aux activités qui attirent le plus de capitaux.

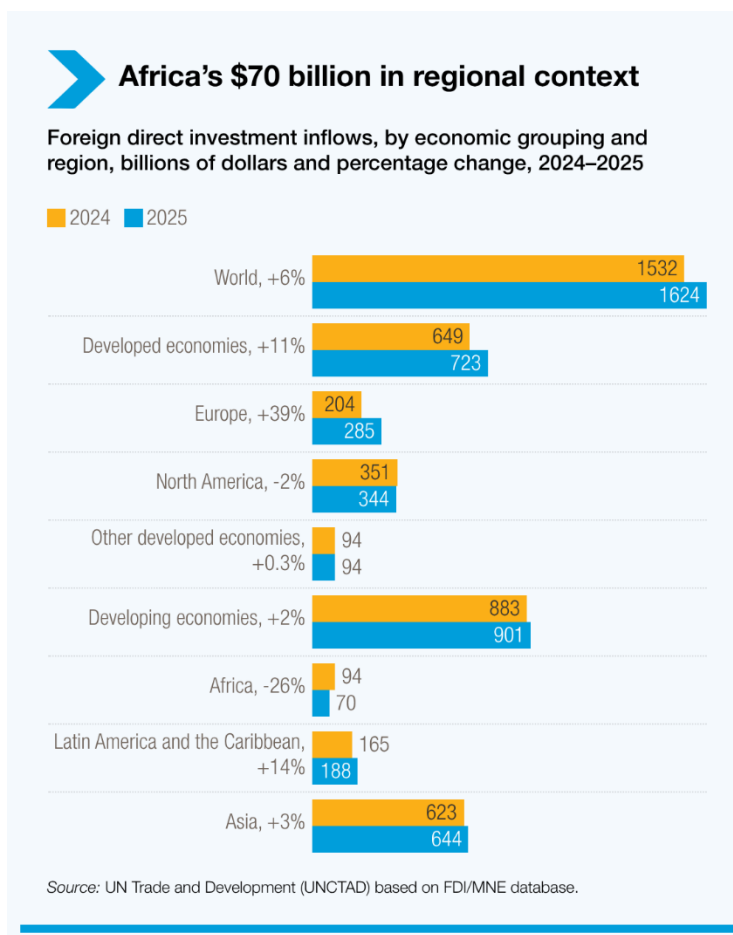
Les opportunités augmentent. La concurrence aussi.

Pour de nombreuses économies africaines, attirer des investissements dans les projets énergétiques ou de ressources n'est que le point de départ.

Le plus grand enjeu réside dans la captation d'une plus grande part de la valeur créée autour de ces investissements grâce à la transformation, la fabrication, les services et des chaînes d'approvisionnement régionales plus solides. Pour y parvenir, il faudra des infrastructures, des compétences, des capacités industrielles et des politiques qui aident à connecter les projets d'investissement à l'économie dans son ensemble.

Les priorités politiques comprennent une meilleure préparation des projets, des mécanismes de partage des risques, des infrastructures fiables d'énergie et de transport, le développement des fournisseurs, la transformation locale là où elle est commercialement viable, et des corridors régionaux qui connectent les marchés plus petits aux systèmes de production plus importants. Sans ces liens, les investissements dans les minéraux ou l'énergie peuvent faire augmenter les flux d'IED sans créer suffisamment de valeur nationale.

Cela signifie que le succès du prochain chapitre de développement de l'Afrique dépendra non seulement du montant des investissements qui arriveront, mais aussi de la capacité des pays à transformer ces investissements en emplois, en transferts de technologie, en mise à niveau industrielle et en diversification économique.



En savoir plus sur le Rapport sur l'investissement dans le monde 2026

- [Les investissements mondiaux augmentent de 6 % pour atteindre 1 600 milliards de dollars, mais les gains en matière de développement restent inégaux](#)
- [L'Asie en développement reste la première destination des investissements parmi les régions en développement tandis que les tendances évoluent au sein de la région](#)
- [Plus de capitaux, moins de projets : le paradoxe de l'investissement en Amérique latine](#)

À propos d'Onu commerce et développement (CNUCED)

La CNUCED est le principal organe des Nations Unies dans le domaine du commerce et du développement. Fondée en 1964, elle appuie 195 États membres en leur fournissant des analyses et une assistance technique, et elle facilite le dialogue intergouvernemental.

Elle aide ainsi les pays en développement à tirer parti du commerce, du financement, de l'investissement et de l'économie numérique pour parvenir à un développement inclusif et durable.